

Analyse budgétaire du résultat de l'exercice 2010

Note pour la commission des finances et le CA

L'agent comptable présentera le compte financier à la commission des finances du 9 mai 2011 puis au CA du 10 juin 2011. L'élaboration et la présentation de ce compte relèvent de sa responsabilité.

Il appartient à l'ordonnateur, de commenter et de donner une première explication du résultat et de son évolution. C'est l'objet de cette note, qui porte sur l'Université hors SACD (SAIC et DUSVA).

Les résultats de 2010 sont négatifs tant en fonctionnement qu'en investissement. Le budget 2010 a néanmoins été tenu, et le résultat négatif s'explique par le fait que des dépenses ont été autorisées lors de la DBM de report.

Il s'explique aussi par une volonté commune de l'ordonnateur et du comptable d'acquiescer une meilleure qualité comptable et de rattacher à l'exercice les charges et les produits

1. Le fonctionnement : résultat négatif de 6 278 589,21€

1-1 Élément explicatif du résultat négatif

Il s'agit de mettre en avant les principaux points qui contribuent à ce résultat négatif (tableau 1).

Tableau 1

	dépenses de fonctionnement faites sur les reports ou sur recettes investissement	fonctionnement
a	CUEEP FC	558 053,79
b	recherche	164 705,25
c	maintenance sécurité	914 794,00
d	provisions pour créances douteuses	317 290,68
	provision pour perte emploi	266 472,15
e	régularisation de dépenses antérieures d'emplois gagés	386 244,86
f	dépenses de fonctionnement faites sur les reports	2 085 622,56
	Total dépenses sur reports et provisions	4 693 183,29
g	sécurité sur recettes investissement	3 123 619,13
	Total général	7 816 802,42

(a) Au budget 2010, une subvention d'équilibre de 787 585€ en fonctionnement avait été votée pour le **CUEEP**. Le déficit du CUEEP est de 558 053,79€.

(b) Pour l'exercice 2009, le constat avait été fait que la **recherche** avait dépensé bien au-delà de la dotation de l'année. En 2010, seules les commandes non soldées pour un montant de 164 705,25€ ont fait l'objet d'un report.

Les dépenses de **maintenance et de sécurité** sont importantes et nécessitent une double explication :

- (c) S'agissant d'opérations pluriannuelles, des reports pour un montant de 914 794€ ont été faits pour payer les dépenses engagées en 2009, il s'agit principalement d'engagements de marchés.
- (g) Les crédits de sécurité sont des subventions d'investissement et constatées en recettes d'investissement. Les dépenses de sécurité sont souvent liées à la maintenance et donc faites en fonctionnement. Cet état de fait implique que des dépenses pour 3 123 619.13€ sont faites en fonctionnement avec une recette constatée en investissement.

(d) La réglementation financière et comptable impose que des **provisions pour risques** soient constituées. Il s'agit de risques liés à la perte d'emploi et le paiement des ARE ou de risques liés à la réalisation de contrats ou encore liés à des créances douteuses. La constitution de ces provisions est une charge de fonctionnement pour l'exercice mais sera ensuite une recette en cas de reprise sur provision dans un autre exercice. Elles constituent des dépenses non décaissables donc sans impact sur la trésorerie mais influencent le résultat d'exercice et contribuent au déficit de 2010. Les provisions constituées sont d'un montant total de 583 762.83€.

(e) Des **emplois gagés** d'exercices antérieurs n'avaient pas été régularisés. En effet les emplois gagés faisaient l'objet d'un paiement avant ordonnancement par la trésorerie générale et étaient régularisées budgétairement à posteriori. Cette régularisation a été faite à hauteur de 386 244,86€

(f) Pour le **fonctionnement global des composantes et les opérations fléchées** une partie des dépenses sont faites sur le report (2 085 622,56)

1-2 conclusion

En conséquence le résultat négatif de fonctionnement pourrait être diminué de 3 123 619.13€ qui correspondent aux crédits de sécurité dépensés en fonctionnement et pourrait donc être ramené à 3 154 970.08€. Il peut alors s'expliquer par les différents reports, régularisation et provisions d'un montant total de 4 693 183.29€

Si ce résultat est inférieur au total des reports et provisions, il s'explique par une recette exceptionnelle de 1 043 530, 07€ en 2010 et qui concerne des intérêts sur valeurs mobilières concernant les exercices 2007 et 2008 et non encore constatés en recettes

2.L'investissement

2.1- Constat d'ensemble

Les recettes d'investissement sont de 6 235 970,53€, elles se décomposent de la façon suivante :

- ✓ 4 550 000€ de recettes pour les constructions et la sécurité
- ✓ 1 685 970,53€ de recettes pour les conventions de ressources affectées (Région, Feder, ANR)

Le déficit de fonctionnement permet malgré tout de dégager une capacité d'autofinancement(CAF) de 379 161,87€ Les ressources 2010 en investissement sont donc de 6 615 132,40 € (6 235 970,53 + 379 161,87) alors que dans le même temps les dépenses d'investissement ont été de 10 565 946,48€

Soit une diminution du fond de roulement de 3 950 814 ,08€

2.2- Explication du résultat négatif

Comme pour le fonctionnement, Les principaux points qui permettent d'expliquer ce déficit sont les suivants (tableau 2).

Tableau 2

		investissement	
		depenses totales 2010	dont depenses sur
a	recherche globale	2 388 908,98	722 010,46
b	construction et sécurité	2 827 549,64	1 567 500,91
c	dépenses RA	1 685 970,53	0,00
d	TICE	857 972,40	220 090,28
e	autres dépenses investissement	2 805 544,93	582 482,30
		10 565 946,48	3 092 083,95

Les recettes d'investissement sont destinées à la construction et la sécurité mais comme dit précédemment dans le paragraphe fonctionnement, une partie de ces recettes a été dépensée en fonctionnement. En conséquence il faut considérer que les recettes d'investissement pour couvrir les constructions et les gros travaux sont de 1 426 380,87€ (4 550 000-3 123 619,13) Les autres recettes d'investissement sont liées aux contrats d'investissement Région et Feder.

Les dépenses d'investissement restent importantes même si elles ont diminuées de 6 millions par rapport à 2009.

(a) Les dépenses de la **recherche** restent soutenues avec 2 388 908,98€ dont 722 010,46€ sur les reports.

(b) Pour les **constructions et la sécurité**, les recettes ont été de 1 300 000€ et les dépenses de 2 827 549,64€ soit 1 527 549,64€ de dépenses faites par prélèvement sur fonds de roulement. En effet ce prélèvement couvre le surcoût de la démolition de l'IUT pour 945 231,61€ ainsi que celui du CRPM pour 582 739,03€.

(c) Pour les contrats de **ressources affectées** la recette est égale à la dépense soit 3 357 869,05€

(d,e) Pour les **autres dépenses**, il s'agit de reports de bons de commande non soldés.

3- Conclusion

En conclusion et en première analyse:

D' une part le prélèvement sur fonds de roulement de 3 950 814,08€ est presque égal aux reports (1 524 583,04) et au prélèvement sur fonds de roulement pour la démolition de l'IUT et le CRPM (1 567 500, 91€) soit un total de 3 092 083,95€.

D'autre part la CAF ne permet pas de couvrir toutes les dépenses d'investissement qui ne bénéficient pas de subventions de l'année ou antérieures (reports) c'est le cas des investissements de recherche. En conséquence le fonds de roulement a été mis à contribution. Toutefois, l'exercice 2010 dégage

une CAF (379 161,87) contrairement à 2009 qui se soldait par une IAF (838 244). C'est l'amortissement non neutralisé qui reste à la charge de l'établissement qui pèse de plus en plus sur le fonctionnement, en 2009, 5 344 239,93 et en 2010, 6 181 152,68. Les ressources de fonctionnement permettent difficilement de faire face à cette croissance de l'amortissement

Le tableau 3 ci-dessous présente le compte de résultat définitif 2010

Tableau 3

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

Comptes	DEPENSES	BP 2010	résultat provisoire 2010	Comptes	RECETTES	BP n	résultat provisoire 2010
60	Achats et variations de stocks	6 790 163	8 028 029,68	70	Vente de produits, de prestations de service	16 849 569	18725604,37
61	Services extérieurs	6 632 200	10 670 924,56	74	Subventions d'exploitation	44 377 218	46191014,36
62	Autres services extérieurs	9 271 674	12 186 093,53	75	Autres produits de gestion courante	1 690 819	2114087,37
63	Impôts, taxes et versements assimilés	343 854	343 122,76	76	produits financiers	300 000	19 283,23
64	Charges de personnel	25 518 254	28 982 588,52	77	produits exceptionnels	550	1 084 999,93
65	Autres charges de gestion courante	9 096 111	6 750 634,14	777	quote part de sub. d'investissement virée au résultat d'exercice	6 176 280	7 000 769,15
66	Charges financières			78	reprise sur amortissement et provision		117 974,39
67	Charges exceptionnelles	361 200	794 434,20				
68	Dotation aux amortissements et aux provisions	11 000 000	13 776 494,62				
	TOTAL DES DEPENSES (1)	69 013 456	81 532 322,01		TOTAL DES RECETTES (2)	69 394 436	75 253 732,80
	Résultat prévisionnel bénéfice (3 = 2 - 1)	380 980			Résultat prévisionnel perte (4=1-2)		6 278 589,21
	TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)	69 394 436,00	81 532 322,01		TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)	69 394 436,00	81 532 322,01

TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE

Comptes	EMPLOIS	BP n	résultat provisoire	Comptes	RESSOURCES	BP n	résultat provisoire
	Insuffisance d'autofinancement				Capacité d'autofinancement	5 204 700	379 161,87
203			76 603,80	131	Subvention d'équipement	3 400 000	4 550 000,00
205		55 000	87 501,68	138	Autres subvention d'investissement		1685970,53
212		1 200 000	1 092 078,79				
213		1 309 000	1 624 483,56				
215		3 124 650	4 093 316,81				
218		2 281 331	3 024 574,49				
231		1 200 000	554 357,35				
275			13 030,00				
	TOTAL DES EMPLOIS (5)	9 169 981	10 565 946,48		TOTAL DES RESSOURCES (6)	8 604 700	6 615 132,40
	APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7=6-5)				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8=6-5)	565 281	3 950 814,08